

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 7 DÉCEMBRE 2010

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 7 DECEMBER 2010

Namiddag

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 14.24 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

Le développement des questions et interpellations commence à 14.24 heures. La réunion est présidée par Mme Liesbeth Van der Auwera.

01 Question de Mme Kattrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'opportunité de créer un site internet de diagnostic pour les sociétés" (n° 1225)

01 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het nut van een website voor ondernemingen die in moeilijkheden dreigen te verzeilen" (nr. 1225)

01.01 **Kattrin Jadin** (MR): Monsieur le ministre, l'actuel vice-président du tribunal de commerce de Liège a proposé de créer un site Internet de diagnostic pour les sociétés qui pourraient se trouver en difficulté. À la suite de l'actuelle crise économique et financière, nous savons que beaucoup d'entreprises ont souffert de grandes difficultés et ont dû, par exemple, appliquer la réorganisation judiciaire.

On a également pu se rendre compte que les entreprises n'utilisaient pas assez les outils développés à tous niveaux (fédéral, régional) leur permettant de sortir de leurs difficultés souvent passagères, rappelons-le. L'idée évoquée consisterait donc à créer un portail Internet régional pour aider les entreprises à faire un diagnostic en ligne de leur situation économique et financière et pour les transférer au service dont ils ont, le cas échéant, besoin.

Mes questions sont donc les suivantes. Avez-vous pris connaissance de cette proposition fort intéressante? Et, si oui, quelles seraient les modalités nécessaires pour mettre en place un tel site le plus rapidement possible? Je vous remercie pour vos réponses.

01.02 **Vincent Van Quickenborne**, ministre: Madame la présidente, chers collègues, la proposition visant à créer un centre de diagnostic pour les entreprises susceptibles de se trouver en difficulté a été relayée par les médias. Cette initiative intéressante sera examinée en tenant compte, toutefois, de la répartition des compétences entre autorité fédérale et entités fédérées.

En effet, l'aide aux entreprises ressort de la compétence des Régions. À titre d'information et de comparaison, ce type d'outil a, notamment, été mis en place en France. Les centres d'information, de prévention des difficultés des entreprises ont été créés à la suite d'un partenariat de la profession comptable libérale du Conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et la Compagnie nationale des commissaires aux comptes avec la Conférence générale des tribunaux de commerce.

À la suite de ce partenariat, un site Internet destiné aux entreprises en difficulté et leur permettant de poser un premier diagnostic a également été créé (le site www.entrepriseprevention.com).

Au niveau fédéral, même si je trouve cette idée excellente, je ne vois pas beaucoup d'intérêt à développer ce système chez nous, à cause de la répartition des compétences en vigueur en Belgique. Les marges de manœuvre seraient trop limitées!

01.03 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, vous êtes le ministre fédéral de l'Économie et de la Simplification administrative. Je connais la répartition des compétences. Ma région compte énormément de petites et moyennes entreprises, qui ont également des sociétés en Flandre, en Wallonie. Et même si je comprends la répartition des compétences, je vois, dans cet élément, un élément fédérateur très important, puisqu'il y va de l'intérêt de notre économie nationale. J'aurais peut-être voulu vous voir moins défaitiste quant à cette réalité et davantage pro-actif, davantage un élément moteur pour initier cette initiative fort intéressante, qui séduit toutes les entreprises, peu importe l'endroit de leur implantation dans le pays. Nous aurions ainsi un élément facilitateur, qu'il s'agisse des mesures prises au niveau de la Région wallonne, de la Flandre ou de celles que l'on connaît au niveau des Finances. Disposer d'un élément rassembleur serait vraiment plus qu'intéressant et plus qu'utile par les temps qui courent.

01.04 Vincent Van Quickenborne, ministre: Je vais quand même me concerter avec mon collègue de la Justice à ce sujet. Mais c'est la réponse que m'a transmise mon administration. Je suis sincère avec vous. Je veux bien être volontariste. Toutefois, je n'ai pas la compétence de simplifier au niveau régional. Néanmoins, j'examinerai la possibilité de développer cette idée, car je la trouve intéressante. Excusez-moi de ne pas avoir la réponse adéquate, mais soyons plus volontaristes! Je vais le faire!

01.05 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, je n'en attendais pas moins de vous.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Jacqueline Galant au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le paiement par carte de crédit Visa à distance" (n° 1294)

02 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "contactloos betalen met de Visakaart" (nr. 1294)

02.01 Jacqueline Galant (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, la presse a relayé un paiement assez révolutionnaire. Il serait possible de payer avec une carte de crédit sans devoir l'insérer dans un quelconque appareil. Ce paiement à distance pourrait aller jusqu'à 75 euros.

Êtes-vous au courant de cette technique en Belgique? Si cette technique a cours chez nous, quelles normes de sécurité sont-elles mises en oeuvre pour éviter les dérapages?

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Madame la présidente, chère collègue, en vertu de l'article 32.1 de la loi du 10 décembre 2009 relative aux services de paiement qui règle les obligations liées aux instruments de paiement dans le chef du prestataire de service, il appartient à ce dernier de s'assurer que les dispositifs de sécurité personnalisés de tout instrument de paiement ne sont pas accessibles à d'autres parties que l'utilisateur des services de paiement autorisé à utiliser cet instrument.

Le nouveau mode de paiement évoqué dernièrement dans la presse est une application de la technologie NFC (*Near Field Communication*) qui remporte un certain succès à l'étranger. Un contact physique entre la carte et le terminal de paiement n'est plus nécessaire. Avec ce système comparable à celui d'application dans le métro de Londres ou, depuis quelques temps, à Bruxelles, il ne faut plus introduire sa carte dans l'appareil. Il suffit de la passer devant un lecteur.

La technologie NFC est déjà très largement utilisée au Japon, aux États-Unis et en Corée du Sud. En Europe, plusieurs projets-pilotes ont déjà été lancés. Dans certains pays comme le Royaume-Uni, la Turquie, l'Italie et la Suisse, cette technologie est déjà mise en oeuvre à grande échelle.

L'utilisation de la technologie sans contact n'impose pas le fonctionnement sans code pour effectuer les transactions de paiement. Le test exécuté par Carrefour est un paiement sans contact lors duquel le client doit introduire un code à intervalles réguliers. Il peut être proposé, après un certain nombre de paiements, lorsqu'un certain seuil de paiements est dépassé ou tout simplement à un moment quelconque. La formule

proposée par Carrefour n'est pas inhabituelle si on la compare à d'autres tests similaires réalisés à l'étranger.

Le mode de paiement est quelque peu comparable à Proton, mais présente des avantages par rapport à celui-ci. Comme l'argent se trouve physiquement sur la carte Proton, en cas de perte de la carte, il est perdu. En revanche, le système NFC permet toujours de débloquer la carte parce que l'argent se trouve sur un compte virtuel.

En outre, le consommateur bénéficie toujours des mesures de protection prévues dans la loi relative aux services de paiement du 10 décembre 2009 entrée en vigueur le 1^{er} avril 2010. Ainsi le consommateur victime d'une transaction de paiement non autorisée ou mal effectuée se voit remboursé les pertes encourues. C'est l'institution financière qui en assume les coûts.

En cas d'éventuelles fraudes, Carrefour adaptera, le cas échéant, les paramètres et demandera plus souvent le code.

Encore une fois, la technologie utilisée le permet parfaitement.

02.03 Jacqueline Galant (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse très détaillée. Mon groupe sera attentif à ce mode de paiement. On connaît les dérapages liés aux copies de cartes de crédit, notamment à l'étranger. Je reviens d'une mission parlementaire à Taïwan et un collègue a vu sa carte piratée. Il faut donc être très attentif à ces nouveaux modes de paiement.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "Google en het Europees Octrooienbureau" (nr. 1418)

03 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "Google et l'Office européen des brevets" (n° 1418)

03.01 Peter Logghe (VB): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik kom nog eens terug op een van mijn geliefde onderwerpen, de octrooien, hoe saai het ook voor de buitenwereld is.

Als Vlaamse of Belgische ondernemer zou men tevreden moeten zijn. De Amerikaanse internetgigant Google tekende onlangs een akkoord met het Europees Octrooibureau voor de automatische vertaling van octrooiaanvragen en –toekenningen. Snellere en goedkopere vertalingen kunnen eindelijk een feit worden.

Op hetzelfde moment raakte echter bekend dat de Europese Commissie een onderzoek tegen Google heeft opgestart wegens misbruik van haar bijna monopoliepositie. Het zou vooral gaan om het gebruik van investeringen voor onderzoek, zo verneem ik.

Vreemd dat dit bijna op hetzelfde moment bekend raakt voor de buitenwereld.

Mijnheer de minister, wat is uw mening in deze kwestie? U hebt onder andere in deze commissie altijd gepleit voor voldoende concurrentie om de prijs voor de burgers zo laag mogelijk te brengen. Concurrentie is goed voor iedereen, was uw devies, en een monopolie is bijna altijd slecht. Hier zitten wij met het Europees Octrooibureau dat met een bijna monopolist in zee gaat.

Dreigt de beslissing van het EOB de positie van Google op de markt niet nog te versterken door Google een monopoliepositie op het vlak van vertalingen te geven?

Wat zijn de motieven van het Europees Octrooibureau om met Google in zee te gaan en niet met andere, mogelijke concurrenten? Gaat het alleen over het prijsplaatje of ook over vertaalfaciliteiten? U zult mij daarover kunnen inlichten.

Werden concurrenten gecontacteerd? Welke? Waar schoten zij tekort?

Als het onderzoek van de Europese Commissie zou uitdraaien op een vonnis tegen Google en de

bevestiging dat ze misbruik zou hebben gemaakt van haar monopoliepositie in de zaak, heeft dat gevolgen voor de aanstelling van het informaticabedrijf voor de vertaling van octrooiaanvragen en -toekenningen?

03.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega, het is inderdaad juist dat Google op dit ogenblik het voorwerp uitmaakt van een onderzoek van de Europese Commissie in verband met mededingingspraktijken.

Het onderzoek is nog maar net begonnen en het is te vroeg om conclusies te trekken. Het belangrijkste is echter dat het onderzoek niet handelt over de vertaalactiviteiten van Google maar over één specifiek aspect, namelijk de *search engine*, de zoekrobot dus. De mogelijke problemen in verband met de zoekrobot hebben geen invloed op de diensten van Google in verband met de automatische vertaalsoftware.

Ik kom aan uw tweede vraag. De positie van Google zal niet marktverstoring versterkt worden. Het betreft hier immers slecht een *memorandum of understanding*, waar de verschillende betrokken partijen, dus aan de ene kant Google en aan de andere kant EOB, te kennen hebben gegeven dat ze mogelijke samenwerkingsmodaliteiten willen onderzoeken. Het *memorandum of understanding* bevat geen exclusiviteitsbepalingen, die zouden uitsluiten dat een firma die gelijkaardige interessante faciliteiten kan aanbieden eveneens een *memorandum of understanding* zou kunnen afsluiten. Het EOB werkt bovendien reeds met andere dienstverleners samen in verband met automatische vertaling.

Deze samenwerking houdt bovendien geen enkele financiële verplichting in voor het EOB. Het is louter een uitwisseling van kennis. Het EOB beschikt over een uitgebreide woordenlijst waarmee de vertaalmachines van Google gevoed kunnen worden. Google van zijn kant beschikt dan weer over specifieke kennis op het gebied van vertaalsoftware. De samenwerking komt aldus beide partijen ten goede en elke partij draagt de eigen kosten.

De niet-exclusiviteit werd nogmaals bevestigd door de voorzitter van het EOB, de heer Battistelli, tijdens de Juri committee meeting, een commissie zoals wij hier hebben, niet de Europese Commissie, van het Europees Parlement op 2 december 2010.

Ik kom aan uw derde vraag. De Belgische overheid heeft geen gedetailleerde informatie over de exacte motieven van het EOB om samen te werken met Google. Wij kunnen er wel op wijzen dat Google interessante technische faciliteiten en de nodige ervaring bezit. Het is hierbij interessant dat Google kan werken in de verschillende talen, in de 29 officiële talen van de lidstaten van het EOB, maar ook kennis heeft van Chinees, Japans en Koreaans.

Ik kom aan uw vierde vraag. Wij hebben geen gedetailleerde informatie over hoe het Europees Octrooibureau de prospectie van de markten heeft gedaan. Zoals reeds aangehaald in het antwoord op uw tweede vraag, is de *memorandum of understanding* bovendien niet exclusief.

Dan kom ik aan uw vijfde vraag. Het onderzoek ten gronde moet afgerond worden. Het is te vroeg om nu reeds conclusies te trekken.

03.03 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord, ook voor die stukjes waar u in herhaling bent gevallen. Ik neem er in ieder geval nota van dat het gaat over een niet-exclusief contract en dat nog alle mogelijkheden open liggen voor andere bedrijven, ook wat betreft vertaal mogelijkheden.

En inderdaad, Google heeft doorheen de jaren een interessante expertise opgebouwd op het vlak van verschillende talen. We kijken in elk geval uit naar de eindbeslissing van de Europese Commissie in verband met de zoekrobot van Google. We nemen er ook nota van dat het geen invloed heeft op het vertalen van octrooien en octrooiaanvragen.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

04 Questions jointes de

- Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les cartes de débit Maestro" (n° 1179)

- Mme Ann Vanheste au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la décision des banques belges de bloquer l'utilisation de leurs cartes de débit en dehors de l'Europe" (n° 1219)

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de Maestro-debetkaarten" (nr. 1179)

- mevrouw Ann Vanheste aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de beslissing van de Belgische banken om het gebruik van hun debetkaarten te blokkeren buiten Europa" (nr. 1219)

04.01 Karine Lalieux (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, la question que j'ai déposée et que vous avez sous les yeux, je l'avais déjà posée à M. Magnette. Ce matin, j'ai rencontré des personnes travaillant à la société Mastercard. Dans la communication émise via la presse, j'avais compris que c'était Mastercard qui avait limité l'accès à Maestro aux pays de la zone européenne telle que divisée par Mastercard. En réalité, ce n'est pas cela du tout: l'information présentée par la presse était tronquée.

De fait, ce sont les banques qui ont pris cette décision pour lutter contre le *skimming*; c'est-à-dire le copiage des ATM, des numéros et autres données. Si j'ai bien compris, la copie est réalisée en Belgique et l'utilisation a lieu, par exemple, aux États-Unis où le code par puce n'existe pas encore et où la lecture se fait toujours par bande. Ce matin, j'ai été très bien informée.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, je vous demanderai de me permettre de transformer quelque peu ma question.

Ni la firme Mastercard ni Maestro ne désiraient cette limitation de possibilités de ces cartes de débit. En effet, comme Test-Achats l'a montré à plusieurs reprises, une carte de crédit coûte nettement plus cher au citoyen qu'une carte de débit, notamment par son coût à chaque opération.

Je me pose une question relativement aux banques. J'ai appris aussi que les banques ne veulent plus protéger leur propre "bancontact". Il existe des possibilités de protéger les cartes pour qu'on ne puisse pas lire ce que fait une personne lorsqu'elle tape son code. Et les banques ont décidé d'arrêter ce système: son coût est élevé et la criminalité organisée garde toujours une longueur d'avance. Ainsi, les statistiques révèlent une augmentation constante du *skimming* en Belgique; nous avons reçu les chiffres de la part de M. Magnette. Comme cela coûte trop cher aux banques, elles ne veulent plus protéger et le consommateur est de la revue suite à la limitation de la carte Maestro en dehors de l'Europe.

Parallèlement, j'ai aussi appris que cette limitation pourrait être totalement détournée par le consommateur qui devrait demander à sa banque, dans le cas d'un séjour à l'étranger hors Europe, de débloquer sa carte Maestro durant ce temps passé aux États-Unis, en Amérique latine, en Égypte ou au Maroc.

J'estime dès lors que Febelfin et/ou les banques individuellement jouent un drôle de jeu. D'une part, ils ne veulent plus protéger leur ATM estimant que le coût est important et pas toujours efficace. D'autre part, ils prennent une mesure très désagréable à l'encontre des consommateurs, et ce, de manière unilatérale. Elles décrètent que, si leur client se rend hors Europe, il devra se munir d'une carte de crédit et qu'il ne pourra plus utiliser de carte de débit.

Or il existe un système permettant de l'utiliser si on le demande à la banque. Pourtant, les banques n'ont pas informé leurs clients de cette possibilité.

Monsieur le ministre, vous qui combattez les firmes qui ne respectent pas les contrats, j'estime que c'est incorrect de la part des banques de limiter l'accès tout en ne communiquant pas aux clients l'information selon laquelle ils ont tout de même la possibilité d'utiliser leur carte Maestro dans d'autres pays.

Je ne sais pas si j'étais claire mais de ce que j'ai compris, ce n'était pas du tout Maestro et Mastercard qui étaient responsables de cette situation contrairement à ce qu'affirmait la presse à un moment donné.

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Madame Lalieux, je vous remercie pour l'actualisation de votre question.

En ce qui concerne vos questions statistiques, lors de fraudes à la carte de débit, les malfrats opèrent d'abord un *skimming* de la carte, la plupart du temps à partir de distributeurs automatiques de billets en Belgique. Le code secret est subtilisé et les données contenues sur la piste magnétique de la carte sont copiées avant d'être transférées sur une fausse carte. Le SPF Économie n'a pas de chiffres mais Febelfin possède des chiffres relatifs aux cartes de débit diffusées en Belgique. Ni Visa ni Mastercard ne

communiquent leurs données par rapport aux fraudes concernant leurs cartes de crédit.

Selon les chiffres demandés à Febelfin, il apparaît que le nombre de cas de *skimming* a presque doublé en 2009 (442) par rapport à 2008 (244). Cette tendance à la hausse se poursuit et s'accroît même en 2010. J'ai été moi-même victime de *skimming*. Une extrapolation pour l'ensemble de l'année 2010 basée sur les statistiques disponibles à la fin juin de cette année montre que le nombre de cas va tripler, à savoir 1 370.

Les banques n'avancent quant à elles que des chiffres concernant la Belgique pour les cartes Maestro.

Comment peuvent-elles justifier cette décision?

Après le *skimming*, les fraudeurs réalisent de fausses cartes avant de les utiliser pour effectuer des paiements et/ou des retraits d'argent frauduleux en dehors de l'Europe car les opérations par carte y sont généralement traitées sur la base de son code. En Europe, la plupart des transactions par carte à partir de terminaux de paiement et de distributeurs sont opérées via la puce de la carte pour plus de sécurité. Cette fraude est, par conséquent, très limitée en Europe. Les banques entendent enrayer cette fraude en bloquant l'usage de la carte.

Il convient de souligner que certaines institutions (ING, Banque de La Poste, BNP Paribas) ont annoncé récemment leur intention d'étendre provisoirement les possibilités de paiement hors de ces 56 pays pour les clients qui le demandent. Cela peut être utile pour certaines vacances.

Je vois donc qu'après cette décision de Febelfin, que je n'ai personnellement pas appréciée, certaines banques renversent la vapeur. Si on peut pousser davantage de banques à agir de la sorte, il faut le faire.

Grâce au système de détection performant des banques, la fraude est rapidement découverte. Ensuite, les banques bloquent préventivement toutes les cartes qui présentent un quelconque risque de fraude. Si ces mécanismes de détection n'étaient pas appliqués, la fraude à la carte de débit et de crédit serait respectivement deux fois et six fois plus élevée qu'aujourd'hui.

Pour des motifs de sécurité évidents, aucune information n'est communiquée à ce sujet.

Qu'en est-il dans les pays voisins qui utilisent également le système Maestro? Y a-t-il également une restriction d'usage à l'étranger?

Le débat sur la sécurité des paiements n'est pas uniquement mené à l'échelon belge, il bat aussi son plein au niveau européen. La Banque centrale européenne a ainsi consacré dans son septième chapitre d'étape SEPA du 22 octobre 2010 un chapitre complet (3.4.) aux problèmes croissants en matière de sécurité.

Pour faire face à la montée des fraudes avec les cartes, la Banque centrale suggère de passer à des cartes de paiement uniquement dotées d'une puce et dépourvues d'une piste magnétique.

Au sein de l'Union européenne, 5 % des distributeurs automatiques d'argent et 15 % des terminaux bancaires ne sont pas encore passés à technologie de la puce.

Hors Union européenne, cette migration est nettement plus lente ou n'est pas opérée. C'est, notamment le cas aux États-Unis.

Comme il semble difficile pour le titulaire d'une carte de savoir quels distributeurs automatiques et quels terminaux traitent les opérations sur la base de la puce ou d'une piste magnétique, le choix d'une approche régionale est apparu plus aisé et plus clair pour le titulaire de la carte.

On peut lire dans le rapport d'étape de la BCE: *In line with Europol's stance on the future of the magnetic stripe and in support of the industry's efforts to enhance the security of cards transactions by migrating from "magnetic stripe" to "EMV chip" cards, the Eurosystem considers that, from 2012 onwards, all newly issued SEPA cards should be issued, by default, as "chip-only" cards.*

Le Conseil européen des paiements se penche aussi sur cette thématique. À l'heure actuelle, il se peut qu'une résolution prévoyant des propositions plus ou moins similaires pour toute la zone SEPA soit adoptée d'ici la fin de l'année.

04.03 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, quand on voit le nombre de *skimmings* – environ 1 370 –, cette décision qui concerne 12 millions de cartes Maestro, dont 800 000 sont habituellement utilisées hors d'Europe est totalement disproportionnée. Et ce, d'autant plus que la lutte contre ce phénomène est abandonnée, dans la mesure où les banques évitent d'équiper leur ATM.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Question de M. Olivier Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la prise en charge des frais administratifs des éco-chèques" (n° 1261)

05 Vraag van de heer Olivier Henry aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de administratieve kosten van de ecocheques" (nr. 1261)

05.01 Olivier Henry (PS): Monsieur le ministre, l'accord interprofessionnel 2009-2010 a créé les éco-chèques qui sont destinés à l'achat de produits ou de services écologiques. Ce sont donc des suppléments que l'employeur verse à son travailleur qui ne doit payer aucune cotisation en retour, à la différence des chèques-repas. Il y a donc lieu de considérer les éco-chèques comme un moyen de paiement à part entière.

Il me revient toutefois que le SPF Économie reçoit de plus en plus de plaintes portant sur des commerçants qui reporteraient sur les consommateurs les frais administratifs liés à ces chèques. Cette façon de procéder est inacceptable et surtout, me semble-t-il, contraire à la loi. Si on s'en réfère à la loi sur les pratiques du marché, il n'est fait aucune différence entre les modes de paiement. En outre, le prix indiqué doit être le prix total à payer par le consommateur.

Au regard de la loi, il est donc clairement interdit de faire supporter les frais administratifs par le consommateur en pratiquant une sorte de double prix: un prix pour ceux qui paient en monnaie sonnante et trébuchante et un autre pour ceux qui paient avec des éco-chèques. La seule différence entre ces modes de paiement est que le commerçant reste totalement libre d'accepter ou de refuser les éco-chèques. Mais à partir du moment où il propose ce service au consommateur, c'est à lui d'en assumer les frais, sauf à enfreindre la loi sur les pratiques du marché.

Monsieur le ministre, pouvez-vous confirmer que le SPF Économie reçoit des plaintes portant sur l'illégalité du report des frais administratifs sur le consommateur? Dans l'affirmative, quel est le nombre de plaintes? Quelles suites leur a données le SPF?

05.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Madame la présidente, monsieur Henry, mes services confirment n'avoir reçu aucune plainte jusqu'à présent concernant des commerçants qui répercuteraient les coûts des éco-chèques sur le consommateur. Je constate en effet que le consommateur ne doit payer aucun frais lorsqu'il paie à l'aide des titres-repas. En revanche, dans certains cas, selon votre information, des frais seraient imputés lorsque le consommateur paie avec une carte de débit. Mes services examineront donc si les éco-chèques doivent être comparés avec les titres-repas, auquel cas aucun montant n'est exigé, ou avec les cartes de débit, auquel cas des frais peuvent être répercutés sur le consommateur. L'enquête sera menée par le service Inspection économique. J'espère pouvoir vous transmettre une réponse dans quelques semaines.

05.03 Olivier Henry (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie. Nous avons obtenu ce retour d'information de source certaine. J'attends avec impatience la position que vous prendrez à cet égard.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fermeture au public de la Bibliothèque Fonds Quetelet" (n° 1350)

06 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de sluiting van de Bibliotheek Queteletfonds voor het publiek" (nr. 1350)

06.01 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, j'ai appris la décision de fermer au public la Bibliothèque

Fonds Quetelet que gère le SPF Économie. Je suis étonnée de cette décision. L'audit commandé par la bibliothèque souligne le fait que cette bibliothèque ne doit en aucun cas fermer ses portes. Or la décision de supprimer l'accès au public est un pas vers la fermeture définitive: à quoi sert une bibliothèque que personne ne vient consulter?

La collection de livres restera disponible via des procédures qui me semblent très compliquées et qui ne favoriseront pas l'emprunt des livres de la collection. Par ailleurs, les raisons avancées sont un souci d'économie. Or le personnel qui s'y trouve actuellement sera déplacé – cela ne constitue donc pas une économie. Ensuite, l'audit montre combien le manque de visibilité, pour cause de publicité quasi absente, et une mauvaise gestion sont à l'origine de ce manque de rentabilité. Une fermeture au public n'arrangera évidemment rien.

Je suis étonnée également du fait que le catalogue sera disponible sur le net mais que l'emprunt ne sera possible que pour les livres publiés les dix dernières années. C'est là un choix complètement illogique, arbitraire et qui démontre, surtout, une méconnaissance de ce qu'est la recherche scientifique! Enfin, ce sera un appauvrissement culturel que de mettre en œuvre cette décision puisque la bibliothèque comporte une collection incroyable d'ouvrages scientifiques.

Ne pensez-vous pas qu'au lieu de fermer la bibliothèque au public, il faudrait justement la dynamiser pour qu'elle serve à beaucoup plus de chercheurs qu'aujourd'hui?

Ayant pris connaissance de l'audit, je note qu'il déconseille cette fermeture. Dès lors, je ne comprends pas pourquoi les autorités publiques commandent un audit pour ensuite aller à l'encontre des conseils qu'il comporte.

06.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Madame la présidente, chère collègue, le comité de direction du SPF Économie a, lors de ses réunions du 11 mai 2010 et du 23 novembre 2010, pris la décision de fermer la salle de lecture. Cette décision était basée sur une analyse externe approfondie du rôle du SPF au niveau de l'information du public en ce qui concerne l'information économique. Le comité de direction était d'avis que les ressources attribuées à la bibliothèque pourraient être utilisées d'une manière plus efficace et plus efficiente pour d'autres produits d'information.

L'étude a conseillé de fermer la salle de lecture de la bibliothèque. De plus, elle recommande de supprimer la majeure partie de la collection, à savoir de 70 à 90 % des ouvrages. La seule partie de la collection qui devrait encore être disponible pour le public est la collection historique, qui comprend les plus importantes œuvres historiques. Cette collection sera numérisée afin qu'elle soit plus accessible aux utilisateurs. Le SPF veillera à ce que les œuvres uniques ne disparaissent pas.

L'étude stipule également que la bibliothèque devrait former un véritable centre de management de la connaissance au sein du SPF Économie. C'est la raison pour laquelle la bibliothèque sera transformée en une bibliothèque d'entreprise orientée vers les besoins d'information des collaborateurs du SPF Économie. Le management de la connaissance prendra donc forme en lien avec d'autres projets du SPF Économie, comme le nouveau site internet, le nouvel intranet et le *data warehouse*, avec des composantes internes et externes.

La Bibliothèque Fonds Quetelet ne pouvait plus concurrencer les universités et les hautes écoles au plan de la littérature économique et scientifique moderne. À l'avenir, la bibliothèque offrira aux étudiants l'information recherchée disponible, dans la mesure du possible, de manière électronique.

Par ailleurs, le personnel de l'actuelle bibliothèque sera divisé en deux parties. Une partie (13 personnes) se consacrera aux tâches de numérisation de la collection et à la gestion de la bibliothèque d'entreprise. Une autre partie (6 personnes) aura la possibilité de postuler à des places vacantes en interne, ce qui permettra d'éviter de devoir recruter des agents externes supplémentaires.

Une réunion d'information avec le personnel concerné de la bibliothèque, et en présence des syndicats, s'est d'ailleurs tenue à ce sujet en octobre 2010. Lors de cette réunion, les syndicats ont félicité la direction du SPF Économie pour sa gestion du dossier. En outre, cette opération globale représente une économie de 500 000 euros par an sur les frais de fonctionnement.

La première fonction d'une bibliothèque étant de fournir de l'information aux citoyens, la somme dégagée

sera utilisée pour mieux communiquer et informer nos citoyens, par exemple à travers notre site web ou d'autres moyens de communication plus performants.

Enfin, les chercheurs des universités et d'autres institutions pourront obtenir des livres via leur propre bibliothèque dans le cadre du prêt interbibliothèques. Les articles de périodiques et les chapitres des livres seront également disponibles via un service de livraison électronique des documents. En outre, les ouvrages de la collection historiques seront conservés et pourront encore être consultés sur demande dans les espaces occupés par la bibliothèque.

06.03 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, ceci est basé sur une analyse externe. J'ai lu l'audit et il dit juste l'inverse de ce que le comité de direction dit aujourd'hui. Fermer des bibliothèques ou l'accès à des ouvrages, comme l'indique la procédure, c'est un appauvrissement. Tous parlent de recherche scientifique, surtout dans des domaines de pointe tels que l'économie. Or, en l'occurrence, on ferme l'accès d'une bibliothèque au public extérieur. C'est le "management de la connaissance". Personnellement, si le SPF Économie a accès à cette bibliothèque, je ne vois pas pourquoi elle ne serait pas ouverte à chacun. Je pense toutefois que la digitalisation des bouquins est une bonne chose.

Il est dommageable de fermer des bibliothèques dans un pays, alors que l'on encourage à ouvrir des bibliothèques et de mettre les livres à disposition du plus grand nombre de personnes. Cette bibliothèque compte des collections remarquables qui n'existent nulle part ailleurs. La procédure est tellement compliquée que cette bibliothèque a de grandes chances de déperir. D'ici peu, il n'y aura plus aucune consultation extérieure.

Je sais que la décision a été prise. Je le regrette, d'autant plus que le SPF Économie devrait être ouvert à l'extérieur et non pas se fermer vis-à-vis d'un public scientifique extérieur.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le contrôle des prix en maison de repos" (n° 1312)

07 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de controle op de door de rusthuizen toegepaste prijzen" (nr. 1312)

07.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je voulais vous interroger sur le contrôle des prix pratiqués en maison de repos. Le vieillissement de la population a pour effet un accroissement important de la demande de lits en maisons de repos qui excède largement l'offre.

Certains gestionnaires tirent profit de cette situation pour augmenter sensiblement le prix qu'ils pratiquent à l'égard des usagers. Normalement, il revient au SPF Économie d'exercer un contrôle sur les prix pratiqués en maison de repos. Pourtant, la fixation du premier prix en cas d'ouverture d'un établissement ne fait pas l'objet d'un dossier complet et objectif auprès du SPF Économie.

Selon certains analystes, le transfert de propriété des maisons de repos avec leur nombre de lits, pour des montants oscillant entre 5 000 et 25 000 euros, serait, dès lors, utilisé par certains investisseurs pour échapper à la législation fédérale relative au contrôle des prix.

Monsieur le ministre, confirmez-vous que le premier prix pratiqué par les nouvelles maisons de repos ou les maisons de repos rachetées ne fait pas l'objet d'une étude complète et détaillée par le SPF Économie? Pour quelle raison ce contrôle lors de la première ouverture n'est-il pas exercé par vos services? Comment le prix est-il dès lors fixé dans ces maisons de repos rachetées? Avez-vous été alerté par des pratiques d'augmentation des prix bien au-delà des normes en vigueur en cas de transfert de propriété d'une maison de repos? Jugez-vous opportune l'adoption d'une législation spécifique au contrôle des prix en maison de repos lors de la première ouverture ou de la réouverture? Une telle législation est-elle en projet?

07.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Madame la présidente, cher collègue, les prix dans le secteur des maisons de repos sont réglementés par l'arrêté ministériel du 12 août 2005. Seuls les prix des services et produits qui peuvent être considérés comme nouveaux sont notifiés comme premiers prix auprès du service des prix qui en prend note. Par "nouveaux", on entend les prix des services et/ou produits offerts

dans de nouvelles constructions, des extensions de bâtiments ou des reconstructions de bâtiments. Ne peuvent en aucun cas être considérés comme nouveaux les services et/ou produits qui ont un similaire ou un correspondant existant dans l'établissement ainsi que l'offre de services et/ou produits qui font l'objet d'une cession d'activité ou d'une reprise d'activité après une liquidation ou une faillite d'un établissement.

En conséquence, la notification d'un premier prix pour un hébergement nouveau et pour un service nouveau offert par l'établissement est strictement limitée. Elle ne peut que concerner de nouveaux résidents qui choisissent un établissement nouveau et qui acceptent le prix proposé. Elle ne peut jamais concerner les résidents transférés vers une nouvelle unité ou un nouveau bâtiment. Elle ne peut en aucun cas concerner une reprise ou une cession d'activité existante après une liquidation en faillite.

Les hausses de prix destinées à des résidents transférés en cas de cession et/ou reprise d'activité existante doivent faire l'objet d'une demande préalable et donc, d'une autorisation de ma part.

Par ailleurs, il est très difficile pour une autorité de déterminer le premier prix dans la mesure où les éléments sur lesquels elle devrait se baser sont limités au plan financier et à des projections. En outre, la fixation d'un premier prix par l'autorité risque d'être un frein à des investissements futurs dans le secteur et limiter ainsi l'offre ou la rendre rare alors que la demande est fort élevée, ce qui pourrait être une entrave à la concurrence dans le secteur.

Différents facteurs peuvent influencer la détermination par l'exploitant d'un premier prix d'hébergement comme le prix du terrain, les normes imposées par les autorités régionales et/ou communautaires, le volume des chambres, le confort offert, le nombre obligatoire d'espaces communs, le nombre de chambres à un lit, les frais de construction, le nombre de personnel soignant non normé et non financé par l'INAMI, le nombre de personnel technique et/ou administratif à charge de l'établissement, la concurrence existante.

Quatrièmement, les augmentations de prix en cas de transfert de propriété doivent faire l'objet d'une autorisation de ma part. Les pratiques d'augmentation de prix en cas de cession et de reprise d'activité sont donc entièrement sous mon contrôle pour éviter les abus.

Cinquièmement, une législation portant directement sur les prix dans le secteur des établissements d'accueil des personnes âgées existe depuis 1993 et a été entièrement revue en septembre 2005.

07.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, ma dernière question visait le transfert de propriété.

Les maisons de repos posent problème en termes d'accessibilité. Il est clair que des investisseurs privés s'y intéressent de plus en plus. Mais ce n'est pas n'importe quel service; il faut protéger les personnes.

Quand une personne est résidente et qu'il y a un transfert de propriété, son loyer ne risque donc pas d'augmenter de manière trop spectaculaire. Néanmoins, je conserve un doute pour le transfert de propriété et l'augmentation des prix consécutivement aux transformations plus ou moins importantes du bien. D'après mes informations, les pratiques ne sont pas aussi vertueuses que vous le décrivez. Ainsi, de nouveaux résidents doivent supporter un loyer beaucoup plus élevé. De facto, cela empêche un public plus fragilisé d'accéder à ces maisons de repos. Or il est dans leur vocation d'accueillir des personnes quels que soient leurs revenus et leur situation patrimoniale.

07.04 Vincent Van Quickenborne, ministre: Monsieur Gilkinet, si vous connaissez quelques exemples, vous seriez bien aimable de nous transférer l'information. Nous sommes à votre disposition pour résoudre ce problème.

Je vous transmettrai par courrier électronique la réponse que je viens de lire.

07.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre disponibilité et de votre volonté de résoudre des problèmes ponctuels, même si ma question avait une portée générale et se voulait une réaction aux déclarations de la ministre wallonne de l'Action sociale. À ce stade, je n'ai pas eu connaissance de faits précis.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de gegevenskwaliteit van de KBO" (nr. 1433)

08 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la qualité des données de la BCE" (n° 1433)

08.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Mijnheer de minister, ik kreeg van een collega, Martine Fournier, die schepen is in Menen, de volgende mededeling. Zij maakte gebruik van gegevens uit de KBO om de 2 960 ondernemers uit haar stad aan te schrijven. Er kwamen maar liefst 210 brieven, of zo'n 7 %, terug. In die gegevens zaten dus ook ondernemingen die al minstens tien of twintig jaar geleden waren stopgezet.

Het probleem stelt zich niet alleen ten opzichte van de bedrijven die al enige tijd bezig zijn want ook bij de lijsten van de starters zijn er problemen. Toen het stadsbestuur van Menen die starters wou aanschrijven, bleek dat van de 250 adressen er 20 terugkwamen. Dat is een foutpercentage van 8 %.

Er wordt op verschillende manieren geprobeerd om de kwaliteit van de gegevens van de KBO te verbeteren. Het wordt gevoed door tal van actoren zoals griffies van rechtbanken van koophandel, notarissen, ondernemingsloketten, btw- en RSZ-administraties. De ondernemingen beschikken zelf ook over een aantal mogelijkheden om hun gegevens, die in de KBO staan, aan te passen. Al die maatregelen blijven onvoldoende te zijn.

Mijnheer de minister, is het niet noodzakelijk om, op het niveau van de vestiging, het doorgeven van gegevens door de griffies van de rechtbanken van koophandel en notarissen over het starten en stopzetten van rechtspersonen door te voeren?

Ten tweede, de ondernemer kan ontbrekende gegevens laten aanpassen door middel van een anomalieformulier op de website van de FOD Economie. Het invullen van die formulieren zou echter vrij ingewikkeld zijn. Is het niet mogelijk om dit te vereenvoudigen?

Ten derde, de ondernemer kan zijn gegevens ook wijzigen in het ondernemingsloket. Dit kost echter 75 euro. Is deze prijs niet overdreven en kan het echt niet goedkoper?

Ten vierde, via Private Search kan de ondernemer nu ook zelf zijn gegevens kosteloos wijzigen. Dit is een goede maatregel, maar is die maatregel wel voldoende bekend bij de ondernemers? Hoe werd Private Search gepromoot bij de ondernemers? Lopen er nog acties om de bekendheid te vergroten?

Ten slotte, ook overheden kunnen fouten via e-mail melden aan de helpdesk van de KBO van de FOD Economie. Is deze mogelijkheid voldoende bekend bij de lokale besturen? Hoeveel e-mails heeft de helpdesk het voorbije jaar ontvangen van de steden en de gemeenten die fouten in de gegevensbank wilden signaleren?

08.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega, het garanderen van de kwaliteit van de gegevens is natuurlijk belangrijk. 1,4 miljoen bedrijven zijn erin opgenomen.

Er zijn drie belangrijke redenen waarom de kwaliteit geen 100 % is. Een eerste reden is dat er nog steeds historische fouten in zitten, die werden opgeladen bij de oprichting van de KBO in 2003, toen de papieren handelsregisters naar elektronische bestanden werden omgezet. Ten tweede, houden ondernemingen zelf hun gegevens onvoldoende up-to-date. Ten derde, zijn er procesmatige fouten bij de invoering van gegevens in de KBO door de verschillende initiatoren.

Op elk van de drie domeinen zijn er de afgelopen jaren acties gevoerd, met zichtbare resultaten van verbetering. De acties worden gestuurd en opgevolgd door een kwaliteitscomité KBO, waarin de verschillende gegevensbeheerders zitting hebben. Zo werd in de loop van 2010 op elk van de 3 terreinen een aantal initiatieven genomen. Ten eerste, voor de historische fouten waren dat verbeteringsacties door bijkomende upload van nieuwe bestanden in het kader van vrije beroepen, adresgegevens, functies. Ten tweede, hebben we wat u noemt de selfservice module van de KBO private search opengesteld om bepaalde gegevens online te laten verbeteren door de ondernemingen zelf. Ten derde, hebben we automatische controles in de toepassing gebruikt, door de initiatoren ingebouwd, om fouten te voorkomen. U

kent dat van een gewone website. Stel dat u een gewone reis boekt en iets vergeet of een verkeerde postcode zet, dan krijgt u een rood vinkje dat u niet verder kunt.

Wat specifiek het probleem en de reactie van Menen betreft, geef ik volgende bedenkingen van mijn dienst mee. De KBO bevat naast de actieve ondernemingen ook de ondernemingen die zijn stopgezet. Die zijn te herkennen aan een bepaalde status in de databank. Met andere woorden, die worden bijgehouden om historische redenen en gebruiksredenen. De vraag is of Menen bij de mailing wel de juiste selectiecriteria heeft gebruikt. Met andere woorden, heeft men niet alles aangevinkt? Ik weet het niet, het is een vraag van de dienst.

Ten tweede, adresgegevens van nieuwe ondernemingen, starters dus, kunnen enkel op een gecodeerde manier worden ingegeven op basis van officiële adrestabellen. Een foutenpercentage van 8 % lijkt ons heel veel te zijn en we moeten dat verder onderzoeken. Intussen is er contact geweest tussen mijn dienst en de stad Menen om dat te bekijken.

Ten eerste stelt u een vraag over het doorgeven van gegevens. Vandaag verbiedt het wettelijk kader dat gegevens op het niveau van vestiging door de griffies worden ingebracht. Dat dient te gebeuren door de erkende ondernemingsloketten.

Ten tweede, wat de anomalieformulieren betreft, hebt u gelijk. Dat zeggen ze mij nu! Ze werden in 2005 opgesteld, maar het moet inderdaad veel gemakkelijker en eenvoudiger zijn. Een project zal binnenkort worden opgestart.

Ten derde, ondernemingsloketten zijn vzw's, geen overheidsdiensten. Zij moeten werken aan kostprijsdekkende tarieven. Het tarief is er niet hoger dan het geheel van de tarieven die voor 2003 werden toegepast door de Kamer voor Ambachten en Neringen en het Handelsregister, die intussen beide afgeschaft zijn. Het wijzigen van de financieringsvorm van de ondernemingsloketten is op korte termijn onmogelijk, omdat de regering in lopende zaken is. Het zijn zware onderhandelingen, dat kan ik u verzekeren. Er staan ernstige belangen op het spel. Het gaat immers over centen.

Ten vierde, sinds kort kunnen de bedrijven inderdaad bepaalde declaratieve gegevens zelf wijzigen, zonder dat zij daarvoor hoeven te betalen. Ook dat vergde een ernstige discussie met de ondernemingsloketten. Dat hoef ik u niet te vertellen. Een ruimere communicatie over de toepassing is gepland in de loop van 2011, nadat een aantal initiatieven is ingevoerd om het gebruiksgemak en de transparantie van de nieuwe toepassing te verbeteren.

Ten vijfde, overheden kunnen inderdaad met de helpdesk van de KBO contact nemen om fouten te signaleren. Maar, mevrouw Van der Auwera, het aantal specifieke e-mails van de steden en gemeenten met meldingen van foutieve gegevens is minimaal. In 2010 waren er 3. Het kanaal van de helpdesk van de KBO is wel degelijk bekend bij de doelgroep, wat blijkt uit het grote aantal vragen naar andere soorten informatie, zoals de lijst van starters. Dat geldt voor Menen, alsook voor vele andere gemeenten.

De vraag is interessant of Menen na alle vragen die het kreeg, die vragen ook doorgaf, zodat de KBO er ook iets mee kon doen. Uiteraard moet men eerst kijken of er een fout was of niet. Het is een interessante suggestie van u.

In elk geval, naar aanleiding van de recente ingebruikname van de nieuwe toepassing KBO-Select voor het geautomatiseerd opvragen van *query's* bij de KBO door onder andere de steden en gemeenten, zal er een communicatie volgen. Het is een *work in progress*.

Stel dat een bedrijf 2 miljoen klanten heeft en dat er een foutenmarge is van zelfs maar 1 %. Dat maakt dat 20 000 mensen iets verkeerd krijgen. Ik meen dat het kot in zo'n geval te klein zou zijn. Als de overheid de privébedrijven voortdurend verplicht dit te doen en dat te doen, maar het zelf niet doet, is er uiteraard ook een probleem.

Voor de overheid geldt vaak: "de overheid is beter, de privésector is slecht." Maar in deze meen ik dat het andersom is. Mijnheer Bonte, hoort u dat niet graag? U had misschien beter de vraag gehoord. Ik meen dat de overheid hier iets kan leren van de privésector. Hoe dan ook, wij zullen het nader onderzoeken.

08.03 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de minister, wie zegt dat de overheid beter is dan de privésector? U

zegt dat dit altijd gezegd wordt...

08.04 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Dat wordt soms toch gezegd, dat de overheid beter is dan de privésector?

08.05 **Hans Bonte** (sp.a): Het is in elk geval lang geleden dat ik dat gehoord heb.

08.06 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Is dat zo verwonderlijk?

08.07 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord.

08.08 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Ik heb trouwens het artikel ook gelezen in de krant. Het is wel goed dat steden en gemeenten daar een beroep op kunnen doen. We moeten er wel op toezien dat de dienstverlening correct verloopt.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

09 **Vraag van de heer Hans Bonte aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de veroordeling van Citibank door de correctionele rechtbank van Brussel" (nr. 1442)**

09 **Question de M. Hans Bonte au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la condamnation de Citibank par le tribunal correctionnel de Bruxelles" (n° 1442)**

09.01 **Hans Bonte** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, wij hebben vorige donderdag in de plenaire vergadering de gelegenheid gehad hierover even van gedachten te wisselen, maar ik wil nog even terugkomen op de uitspraak van de correctionele rechtbank van vorige week woensdagvoormiddag.

Het is een historisch arrest en zo wordt het ook bestempeld in een aantal gespecialiseerde kranten. Het is immers de eerste keer dat een bank op die manier verantwoording moet afleggen voor de manier waarop zij beleggingsproducten aan de man heeft gebracht. Bovendien wordt zij ook veroordeeld voor een aantal zaken zoals misleiding van reclame en het miskennen van de prospectuswet. Men heeft namelijk nagelaten bepaalde beleggingskredieten van Lehman Brothers vooraf aan de CBFA voor te leggen.

Ik heb nog heel wat vragen die niet direct aan u zijn gericht, maar wel aan andere leden van de regering. Hoe komt het dat de CBFA niet heeft gereageerd en nog steeds niet reageert? Ik zal dat bij de bevoegde minister aankaarten. Een aantal collega's, ikzelf en uw diensten van de Economische Inspectie hebben niet nagelaten te wijzen op het feit dat er een probleem was, maar de CBFA bleef in een diepe winterslaap.

Mijnheer de minister, vorige woensdag was er nogal wat enthousiasme bij de verdedigers van de consumenten in deze, naar aanleiding van de uitspraak en misschien ook wat leedvermaak bij de concurrenten van Citibank. Er was echter weinig enthousiasme bij de mensen die een aantal maanden eerder waren ingegaan op de minnelijke schikkingen. U hebt daarover toen een aantal verklaringen afgelegd. Ik heb die nog eens opgezocht.

Er was nogal wat bitterheid bij 98 % van de gedupeerden. Zij hadden in de loop van de maanden januari en februari 2010 onder tijdsdruk een minnelijke schikking aanvaard voor 65 % van het belegde kapitaal, sommigen voor 75 % en in enkele gevallen, waaronder een aantal bekenden, voor 100 %.

Er was en is nogal wat ongenoegen bij die mensen, temeer daar zij nu de bank veroordeeld zien voor de manier waarop deze producten werden gesloten.

Mijnheer de minister, wat is uw mening, nu de rechter zich duidelijk heeft uitgesproken in het Citibankdossier omtrent 97 %, eigenlijk 98 %, van de gedupeerden, die een belangrijk deel van hun spaarcenten kwijt zijn?

Bent u, als lid van de regering, bereid om mee aan te dringen, nu Citibank – vooral in zijn commerciële politiek, maar ook in het miskennen van de prospectuswet – werd veroordeeld, opdat Citibank die mensen alsnog hun verloren gegaan kapitaal zou teruggeven?

Wat u betreft, is het pijnlijke in dit dossier met name dat die 98 % nu gefrustreerd in de hoek zit en veel

centen, doorgaans spaarcenten, verloren heeft, doordat de regering haar belofte niet is nagekomen om groepsvorderingen mogelijk te maken. Er was een belofte. Er is daarover overleg geweest. Ik heb u en de minister van Justitie daarover beurtelings ondervraagd. Men was altijd bezig. Het ei zou gelegd worden, maar het is er in elk geval niet van gekomen. Bent u op dit ogenblik nog altijd bezig met de uitwerking van een dergelijk wetsontwerp? Ik denk dat het niet te vroeg is, ook in het licht van komende rechtszaken in diezelfde sector.

09.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, het is inderdaad een historische uitspraak geworden van de correctionele rechtbank in Brussel. Ik denk dat de samenwerking tussen de economische inspectie en Justitie heeft aangetoond dat men op korte termijn tot een duidelijke uitspraak kan komen. Dat toont dat als Justitie het wil, het ook kan en dat de samenwerking tussen verschillende diensten ter zake cruciaal is geweest. Het feit dat u daarop hebt aangestuurd, heeft daar ook zeker mee te maken. Dus, bedankt voor uw vraag.

In de loop van het verhaal hebben we altijd getracht om minstens voor klanten de keuzemogelijkheid te geven. Als wij dat niet hadden gedaan, was er gewoon een proces geweest en had iedereen de uitslag moeten afwachten.

Ik vond het op zichzelf een verbetering dat er een keuzemogelijkheid voor mensen was. Ofwel kon men kiezen voor een dading, vrijwillig uiteraard, maar dan kreeg men wel een vergoeding. Ofwel kon men de afloop van het proces afwachten. Die keuze hebben mensen minstens gehad. Dat was de situatie vóór het proces daadwerkelijk startte.

Uw eerste vraag ging over de aanvaardbaarheid. Het is momenteel nog niet duidelijk of Citibank in beroep gaat tegen de beslissing of niet. In geval van hoger beroep begint de procedure vanaf nul. Zolang er geen uitspraak in beroep is, krijgt niemand een vergoeding. Zelfs de provisionele schadevergoeding van 65 %, die door de correctionele rechtbank werd toegekend, zal dan niet worden uitbetaald, zolang het proces loopt als er beroep wordt aangetekend.

In het slechtst mogelijke scenario, namelijk een vernietiging in beroep van het vonnis van de correctionele rechtbank, lopen de burgerlijke partijen het risico dat zij niets terugbetaald krijgen.

Ten tweede, de correctionele rechtbank heeft de gedupeerden die zich burgerlijke partij hebben gesteld, voorlopig een schade van 65 % toegekend. De overige 35 % wordt pas verrekend op het einde van de procedures die zowel in Nederland als in de VS worden gevoerd. Het gaat over het faillissement, enerzijds, en de afhandeling van chapter 11, anderzijds. Het tijdstip daarvan is niet te voorspellen.

Die 65 % zal men op een bepaald moment krijgen. De 35 % zal pas op het moment van het faillissement en de afhandeling komen.

Over uw vraag met betrekking tot het enthousiasme, ik vond het een verbetering dat er een keuzemogelijkheid was. Ik heb niet staan juichen. Ik had liever gezien dat het 100 % was geweest.

Dat is trouwens ook hetgeen waarop wij verschillende keren hebben aangedrongen bij Citibank. Het tijdstip was inderdaad kort, maar de mensen hadden de mogelijkheid om te kiezen. Het feit dat elk proces kan uitlopen op winst of verlies, betekent een risico voor degene die zich burgerlijke partij stelt. Daarom hebben veel mensen waarschijnlijk net voor dading gekozen.

Wil ik een inspanning doen? Uiteraard, dat is een goede suggestie. Wij moeten er bij Citibank blijven op aandringen om ook te trachten alle anderen zoveel mogelijk te vergoeden. Die inspanning wil ik gerust leveren.

Ik kom dan aan uw vraag over de groepsvordering. Ik moet de bevoegdheidsverdeling in de regering respecteren, zoals de voorzitter heeft gezegd. Het is mijn collega van Consumentenzaken, de heer Paul Magnette, die een voorontwerp heeft opgesteld. Dat is opgesteld door een groep experts-professoren van de ULB en vertegenwoordigers van Justitie en Economie. De Hoge Raad voor de Justitie is bijeengekomen en heeft advies uitgebracht op 16 december 2009 en de Raad voor Verbruik heeft advies uitgebracht op 29 april 2010. De regering in lopende zaken is natuurlijk niet bevoegd om dat proces helemaal af te werken. Ik hoop dat met een nieuwe regering de werkzaamheden kunnen worden voltooid en er zo snel mogelijk over de wet kan worden gestemd.

De democratie maalt zeer traag. Ik ben daarover, samen met u, zeer verbolgen. Veel adviezen moeten worden ingewonnen. Men ziet dan ook de tijd die ertussen ligt. Ik ben steeds voorstander geweest van het systeem van groepsvorderingen. U weet dat, u hebt mij daarover een paar keer vragen gesteld. Ook Europees commissaris Reding heeft daarover uitspraken gedaan, net zoals de heer John Dalli, de commissaris van Consumentenbescherming. De politiek moet uit die dossiers, maar ook uit andere, zo snel mogelijk lessen trekken. Wij moeten een systeem van groepsvordering, zonder de excessen van het systeem in de Verenigde Staten, zeker overwegen.

09.03 Hans Bonte (sp.a): Ik wil in elk geval de minister danken voor zijn gedetailleerde antwoorden. Ik wil een algemene bedenking formuleren en twee korte.

De algemene bedenking is dat het bijzonder moeilijk oordelen is voor de 4 100 betrokken burgers, een parlamentslid of anderen, wanneer in een en dezelfde regering de ene verklaart het eens te zijn, de andere verklaart het gedeeltelijk eens te zijn en nog een andere verklaart het niet eens te zijn. Een van de grote frustraties die ik betrokkenen bij het Citibankdossier vandaag hoor uitspreken, betreft de belofte van de premier dat elke gedupeerde kon rekenen op het gevecht van de federale regering, ook met de burgerlijke partijstelling, om 100 % terug te eisen. U heb ik op dergelijke uitspraken niet kunnen betrappen.

Ten tweede, u zegt zeer terecht dat de inspectiediensten en parket zeer goed hebben samengewerkt, wat geresulteerd heeft in een stevig dossier. Ik denk dat die samenwerking perfect liep. Van ver bekeken kan men vragen wanneer de waakhond en toezichthouder op de banken wakker wordt om te doen wat hij conform de wet moet doen. Op de vraag aan een andere minister van dezelfde regering of de CBFA ter zake een onderzoek heeft ingesteld, antwoordt die dat zij daarmee bezig is. Maar tot vandaag is er geen enkele indicatie dat de CBFA haar wettelijke toezichtstaak op een correcte manier heeft vervuld of vervult in het Citibankdossier. Met andere woorden, het is moeilijk oordelen wanneer de ene in de regering wit, de andere zwart, nog een andere grijs, groen of nog iets anders zegt. Dat zorgt toch voor een algemene frustratie.

Ik wil ten slotte zeker de goede samenwerking in de verf zetten, met applaus op overschot voor de inspectiediensten. Zij hebben in een zeer moeilijk dossier in een dergelijk moeilijk maatschappelijk domein in deze tijden deftig werk verricht, mijn hoed ervoor af. Voorts speelt hier het principe van de rechtsstaat. Er is nog tijd voor het betrokken bedrijf om in beroep te gaan en zolang daarover geen duidelijkheid is, heeft het vonnis geen kracht van gewijsde. Dat is nog een kwestie van 8 dagen. Over 8 dagen zitten we hier weer en tegen dan loopt de termijn af waarbinnen Citibank daaromtrent moet oordelen.

Ik kom tot een slotbedenking. Wij verschillen hierin misschien wel van mening, u als liberaal en ik als, misschien een beetje oubollige, socialist. De keuzemogelijkheden die de mensen gekregen hebben zijn natuurlijk zeer relatief. Het is poken met de eigen spaarcenten. Het spaargeld van een klant is, zonder dat die ook maar een beweging gemaakt heeft, tenzij het telefonisch "ja" zeggen in bepaalde gevallen, zoals door uw inspectiediensten werd vastgesteld, belegd in een beleggingsproduct, zonder dat die het wist. Op het einde van de rit, maar dat kon hij niet weten, wordt die bank daarvoor veroordeeld en krijgt men in eerste aanleg de uitspraak dat hij 100 % terugkrijgt.

In de tussenperiode is er een zeer grote schimmigheid en krijgt de klant, na veel maatschappelijke en politieke druk van het Parlement, van u en van anderen, de mogelijkheid om "ja" te zeggen op 65 %, nadat hij al aangegeven had een klacht te zullen indienen. Er was een juridische zaak bezig. Dan krijgt hij telefonisch, van dezelfde bankdirecteurs van vroeger, de mededeling dat men 48 uur tijd heeft en dat men voorafgaandelijk geen ontwerp van dading op papier kan geven. Hij moet naar de bank gaan en tekenen.

In dergelijke omstandigheden is dat voor de gedupeerde, die al weken met die zorgen in zijn hoofd zit en daarvan soms letterlijk nachtenlang wakker ligt, geen vrije keuze meer, mijnheer de minister, vooral niet als men echt centen nodig heeft of als men, zoals in bepaalde gevallen, die centen gespaard heeft om zijn eigen begrafenis te financieren. Mijnheer de minister, ter zake is er nog een zwakheid. Het siert u dat u mee wenst aan te dringen bij Citibank, zodat ook die groep mensen alsnog 100 % zou krijgen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.34 uur.
La réunion publique de commission est levée à 15.34 heures.*

